

Nouvelle-Calédonie, 3 200 ans plus tard

Un peu d'histoire à l'approche du référendum sur l'indépendance du territoire d'outre-mer, le 4 novembre. Frédéric Angleviel en signe une passionnante.

LE MONDE DES LIVRES | 31.10.2018 à 11h44 • Mis à jour le 01.11.2018 à 16h50 | Propos recueillis par Florent Georgesco

***La France aux antipodes. Histoire de la Nouvelle-Calédonie*, de Frédéric Angleviel, Vendémiaire, « Chroniques », 394 p., 25 €.**



Jeunes dans le quartier de l'Anse Vata, à Nouméa, Nouvelle-Calédonie, en 2017. JEAN-CLAUDE COUTAUSSE / FRENCH-POLITICS POUR « LE MONDE »

Frédéric Angleviel, qui a longtemps enseigné à l'université de la Nouvelle-Calédonie (Nouméa), est historien, spécialiste de l'Océanie francophone. Il publie *La France aux antipodes. Histoire de la Nouvelle-Calédonie*, première synthèse générale de l'histoire de la collectivité française de Mélanésie, appelée à se prononcer par référendum, le 4 novembre, sur son indépendance.

Lire aussi : [Nouvelle-Calédonie, la grande marche vers l'indépendance](https://www.lemonde.fr/article/2018/11/01/nouvelle-caledonie-la-grande-marche-vers-l-independance_5377435_5345421.html) (long-format/article/2018/11/01/nouvelle-caledonie-la-grande-marche-vers-l-independance_5377435_5345421.html)

Que sait-on des premiers habitants de la Nouvelle-Calédonie ?

L'archipel a commencé à être peuplé il y a 3 200 ans, par de petits groupes de personnes originaires d'Asie du Sud-Est qu'on appelle les « Austronésiens ». Mais il n'y avait pas d'écriture, donc c'est une histoire difficile à connaître. Ce que l'on peut dire, à partir des travaux des archéologues, c'est que, jusqu'à l'an mille de notre ère, il y avait une population assez faible, évidemment arrivée par la mer, qui s'est d'abord installée sur les rivages, puis, progressivement, dans l'intérieur de la Grande Terre [l'île principale de l'archipel calédonien].

Ensuite, la population s'accroît. Il y a une intensification de l'agriculture. On commence à aller chercher l'eau dans les montagnes, avec un système de tuyaux et de terrasses : les tarodières irriguées. L'organisation politique devient plus complexe, plus hiérarchisée. Certaines tribus se regroupent en grandes chefferies.

Peut-on, à partir de cette mutation, commencer à parler de peuple kanak ?

L'un des principaux archéologues de la Nouvelle-Calédonie, Christophe Sand, considère en effet que c'est à ce moment-là qu'apparaît le « *complexe culturel traditionnel kanak* ». Mais le mot n'est alors utilisé que par les Européens, qui ont appelé les habitants ainsi quand ils sont arrivés. Il s'agit d'un mot hawaïen, qui signifie « homme ».

Les populations elles-mêmes ne semblent pas avoir éprouvé le besoin de se nommer autrement que par le nom de leur tribu, de leur village. Dans le monde mélanésien, généralement, les gens restaient toute leur vie dans leur vallée, en dehors de quelques rencontres entre vallées, pour des marchés, des fêtes – les pilou-pilou – ou pour se marier. Il y avait 33 langues (il y en a encore 28 aujourd'hui). En général, on parlait celles de sa vallée et de deux vallées voisines. Il n'y avait pas d'unité d'ensemble mais des réseaux d'alliances complexes et changeantes.

C'est en 1774 que James Cook (1728-1779) découvre la Nouvelle-Calédonie, ce qui va bouleverser l'équilibre...

Notamment à cause du choc microbien – l'importation soudaine de maladies jusque-là inconnues. Entre 40 % et 80 % de la population disparaît alors, selon qu'on estime qu'il y avait à ce moment-là 200 000 habitants ou 100 000 (comme le pensent les anthropologues et des historiens). En tout cas, en 1900, il ne reste plus que 27 000 Kanak, avant une remontée progressive jusqu'à 100 000 aujourd'hui. A partir de 1853, la colonisation française, en multipliant les contacts, a ensuite prolongé le choc microbien, doublé par le choc de la colonisation...

Pourquoi la France a-t-elle décidé de coloniser la Nouvelle-Calédonie ?

Il y a trois raisons principales. D'une part, la petite guerre entre la France et l'Angleterre, puis l'Allemagne et d'autres pays européens : il s'agissait de planter son pavillon avant d'autres puissances, par chauvinisme, ou pour avoir des escales pour les bateaux, ou encore pour un futur développement économique. Ensuite, les missionnaires catholiques français, installés depuis 1843 – trois ans après les protestants –, demandaient le soutien de l'administration française.

Le troisième facteur, c'est que la France voulait ouvrir des bagnes aux antipodes, à l'instar de ce que les Britanniques avaient fait en Australie. Un navire de guerre, *L'Alcmène*, avait été envoyé en Nouvelle-Calédonie en 1850. Selon le rapport établi par cette mission, toutes les conditions étaient réunies : un lieu très éloigné, très isolé, et en même temps vivable pour des Occidentaux, grâce à un climat tropical et non équatorial. Dans un premier temps, toutefois, la commission chargée de cette question va choisir la Guyane.

Mais la Guyane, c'est très bien pour envoyer les irrécupérables : à l'époque, c'est un mouiroir, à cause des maladies tropicales. Or Napoléon III veut aussi un lieu où une réhabilitation par le travail soit possible. Il fait donc ouvrir un bagne à Nouméa en 1864. On y enverra des condamnés dont on pense que, après leur libération, ils pourront refaire leur vie sur l'archipel. Et c'est ce qui s'est souvent passé. Beaucoup d'Européens de Nouvelle-Calédonie en descendent.

Comment les Kanak ont-ils été traités ?

La grande spécificité de la Nouvelle-Calédonie était d'être, derrière l'Algérie, la deuxième colonie de peuplement de la France, entre la colonisation libre, encouragée par l'Etat, qui entraîne une arrivée perlée de petits colons, et le bagne, qui crée un fond de peuplement dans les communes de brousse. La conséquence, c'est que la France commence à spolier les Mélanésiens de leurs terres.

Dès 1855, une déclaration du gouverneur attribue l'ensemble des terres à l'Etat, qui délimite ensuite celles qui sont conservées par les tribus. Puis l'administration fonde, en 1868, ce qu'on appelle improprement des « réserves » : les propriétés territoriales indigènes, qu'on appelle les « terres coutumières » depuis l'accord de Nouméa. Le principe était d'attribuer 3 hectares par habitant. Une tribu de 200 habitants avait droit à 600 hectares, autour desquels l'Etat français pouvait implanter des colons.

Le nickel a aujourd'hui une importance centrale dans l'économie calédonienne. Quand le découvre-t-on ?

En 1864. Une première mine ouvre en 1874. Depuis, le nickel a toujours été, en effet, l'élément dynamique de l'économie calédonienne, avec des hauts et des bas, parce qu'il y a des cycles miniers. Par exemple, les troubles politiques des années 1980, qui ont culminé avec le drame d'Ouvéa, en 1988, sont intervenus pendant une crise du nickel, qui créait du chômage et rendait plus insupportables les injustices sociales.

Lire aussi : Un indépendantiste kanak ordinaire ([/livres/article/2018/10/31/un-independantiste-kanak-ordinaire_5377134_3260.html](https://livres/article/2018/10/31/un-independantiste-kanak-ordinaire_5377134_3260.html))

En 1946, la Nouvelle-Calédonie change de statut, pour devenir un territoire d'outre-mer. Qu'est-ce qui a poussé à cette évolution ?

L'après-guerre marque, pour la France, l'entrée dans la phase de décolonisation. On sort progressivement de l'empire colonial. Mais, en un temps où la volonté d'indépendance se manifeste partout, la Nouvelle-Calédonie fait le choix de rester dans l'ensemble français. A la fin de la guerre, grosso modo, il y a un tiers de Kanak, un tiers d'Européens et un tiers d'Asiatiques – contre, aujourd'hui, sur 300 000 habitants, 40 % de Kanak, 35 % d'Européens, 10 % de Wallisiens et Futuniens et 15 % d'Asiatiques et divers. Un Parti communiste calédonien vient de se créer, qui trouve de plus en plus d'électeurs chez les Asiatiques, en particulier vietnamiens, et les Kanak.

Les deux Eglises chrétiennes, protestante et catholique, s'inquiètent et créent en réponse des associations confessionnelles uniquement constituées de Kanak, et le Parti communiste finit par disparaître, puisque finalement les gens ont préféré ces associations, et que les Asiatiques n'avaient pas le droit de vote, étant originaires d'autres territoires de l'empire. En 1951, les chrétiens trouvent un candidat pour devenir leur député : Maurice Lenormand [1913-2006], qui va être élu à la fois par les notables kanak, catholiques et protestants, et par les petits Blancs de brousse, ainsi que des ouvriers syndiqués de Nouméa.

En 1953, il crée sur cette base l'Union calédonienne, un parti autonomiste (il est devenu indépendantiste en 1979), qui va diriger la Nouvelle-Calédonie pendant vingt ans, jusqu'en 1972, en mettant en place des réformes sociales (un système d'assurance-maladie, notamment). C'est ce qu'on a appelé la « lutte des petits contre les gros », selon une division qui ne recoupe pas les divisions ethniques, comme le montre la devise de l'Union calédonienne : « *Deux couleurs, un seul peuple.* »

Quelques années plus tard, cependant, la revendication indépendantiste va devenir centrale dans le débat politique calédonien...

Jusqu'en 1946, la politique des terres coutumières, tout en les protégeant, a isolé les Kanak. Avec la fin du statut colonial, ils entrent de plain-pied dans la vie moderne, et deviennent électeurs. En 1975, le leader indépendantiste Jean-Marie Tjibaou [1936-1989], qui fondera, en 1984, le FLNKS [*Front de libération nationale kanak et socialiste*], organise le festival Melanesia 2000, où, pour la première fois, des Kanak de toute la Nouvelle-Calédonie se rencontrent et se voient comme formant un peuple à part entière. Avant, chacun était de sa région. Tjibaou disait que c'était la colonisation française qui, au fil des décennies, avait forgé une nation kanak, par opposition avec l'extérieur.

Vous avez publié en 2015 un livre sur Ouvéa, « Un drame de la colonisation » (Vendémiaire), dans lequel vous montrez que, paradoxalement, ce drame a rendu la paix possible...

Il est évident que la Nouvelle-Calédonie, au moment de l'assaut, a frôlé la guerre civile. Ç'a été l'intelligence de Jean-Marie Tjibaou et de Jacques Lafleur [*chef du camp anti-indépendantiste, 1932-2010*] de se serrer la main et de trouver un accord sur dix ans – l'accord de Matignon-Oudinot, signé, en 1988, sous l'autorité du premier ministre, Michel Rocard –, dont le principe était de donner du temps à chacun pour essayer de convaincre l'autre. Malheureusement, Tjibaou va être tué en 1989 par un extrémiste kanak. Mais cela n'a pas enrayé le processus.

Et, au cours de ces dix années, on a trouvé l'idée, pour éviter un référendum « couperet », qui aurait pu relancer les conflits, de signer un autre accord – l'accord de Nouméa, en 1998 : vingt années

supplémentaires pour continuer à améliorer la situation de la Nouvelle-Calédonie, dans une autonomie accrue, et permettre à chacun, là encore, de défendre son point de vue. Au bout de cette période, un référendum était prévu. Celui qui se tient ce dimanche 4 novembre.

Comment se sont passées ces vingt années ?

Ce qui est intéressant, c'est qu'il y a eu des gestes forts. Dès 1983, les indépendantistes, qui jusque-là avaient revendiqué l'indépendance pour les seuls Kanak, acceptaient de les associer aux « victimes de l'histoire » – descendants européens de bagnards et d'engagés asiatiques. Là-dessus, en 1993, l'archevêque catholique a demandé pardon pour les erreurs lors de l'évangélisation.

L'Eglise protestante a changé son nom d'« Eglise protestante de Nouvelle-Calédonie » en « Eglise protestante de Kanaky-Nouvelle-Calédonie ». Quant à l'Etat français lui-même, il a évoqué dans le préambule de l'accord de Nouméa « *les ombres et les lumières de la colonisation* ». Il reconnaissait la perturbation subie par la civilisation kanak du fait de l'arrivée des Occidentaux.

Enfin, les caldoches – même si cette communauté n'aime pas ce terme, préférant celui de « Calédoniens d'origine européenne » – ont fait un geste à travers le Rassemblement-UMP, aujourd'hui Rassemblement-LR, qui en 2010 a installé le drapeau kanak à côté du drapeau français. Globalement, de gros efforts ont été faits de part et d'autre, des concessions ont été acceptées par chaque camp. Cela devrait permettre au référendum de se dérouler pacifiquement.

De nombreux comités des signataires (des accords) ont permis de s'entendre sur le corps électoral, que tous considèrent comme « *juste et parfait* ». Les Calédoniens espèrent pouvoir envisager l'avenir sans crainte, en se fondant demain sur une communauté de destin pouvant après-demain devenir un destin commun.

Parutions

Nouvelle-Calédonie. Négocier pour la paix. Des accords de Matignon de 1988 au référendum de 2018, de Stéphane Bliet, préface d'Alain Christnacht, Médias & Médiation, 270 p., 20 €.

Petit éloge de l'outre-mer, de François Garde, Folio, « 2 € », inédit, 128 p., 2 €.

Coutume kanak, de Sébastien Lebègue, Au vent des îles, 424 p., 49 €.

De la Nouvelle-Calédonie à Kanaky. Au cœur d'une décolonisation inachevée, de Michel Levallois, préface d'Alain Rollat, Vents d'ailleurs, 532 p., 25 €.

Nouvelle-Calédonie. Archipel de corail, sous la direction de Claude E. Payri, IRD Editions, 288 p., 30 €.

« Le référendum en Nouvelle-Calédonie », de Bertrand Vergnol, *Etudes*, n° 4252, septembre 2018, 144 p., 12 €.
